

Un rapport phare du Groupe de la Banque mondiale

2020   
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DANS LE MONDE 2020



**LE COMMERCE  
AU SERVICE  
DU DÉVELOPPEMENT  
À L'ÈRE DE LA  
MONDIALISATION  
DES CHAÎNES  
DE VALEUR**

---

**ABRÉGÉ**

Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized



Un rapport phare du Groupe de la Banque mondiale

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE

2020



**LE COMMERCE  
AU SERVICE DU  
DÉVELOPPEMENT  
À L'ÈRE DE LA  
MONDIALISATION  
DES CHAÎNES  
DE VALEUR**

---

**ABRÉGÉ**



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

**Cet abrégé présente une vue d'ensemble du Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur, doi : 10.1596/978-1-4648-1457-0. La version intégrale du rapport, une fois publié, sera affichée en format PDF sur les sites <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>, et des exemplaires du rapport peuvent être commandés à l'adresse [www.amazon.com](http://www.amazon.com). Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.**

© 2020 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
Certains droits réservés

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

#### Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

**Mention de la source** — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2020. « Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur. » Abrégé. Washington : Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

**Traductions** — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui pourraient s'y trouver.*

**Adaptations** — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

**Contenu tiers** — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation des droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org)

**Photo de couverture** : La photo de couverture est une capture d'écran illustrant une représentation interactive des flux commerciaux internationaux sur laquelle chaque point symbolise un milliard de dollars en valeur. Cette carte interactive a été créée par l'expert de la visualisation des données Max Galka, sur son blog Metrocosm : <http://metrocosm.com/map-international-trade/>. Elle est reproduite avec l'autorisation de Max Galka ; une autorisation est nécessaire pour toute autre utilisation.

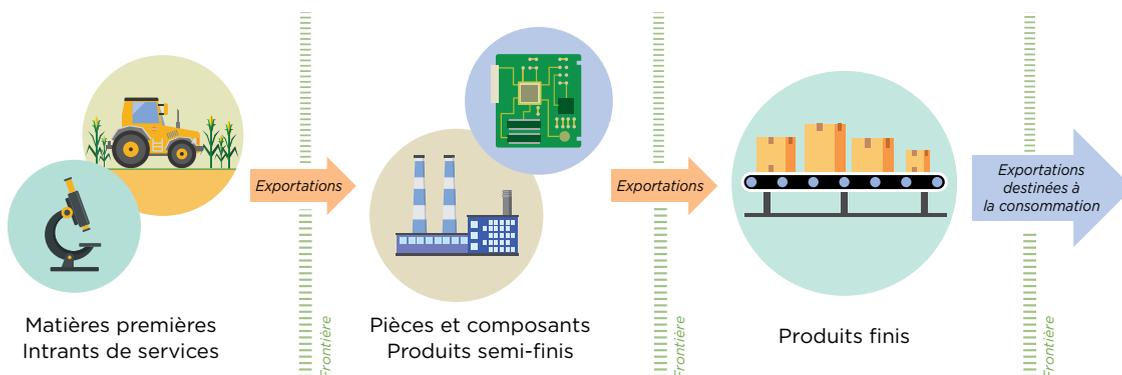
**Maquette de couverture** : Kurt Niedermeier, Niedermeier Design, Seattle, Washington.

**Conception graphique** : George Kokkinidis, Design Language, Brooklyn, New York, et Kurt Niedermeier, Niedermeier Design, Seattle, Washington.

# Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur

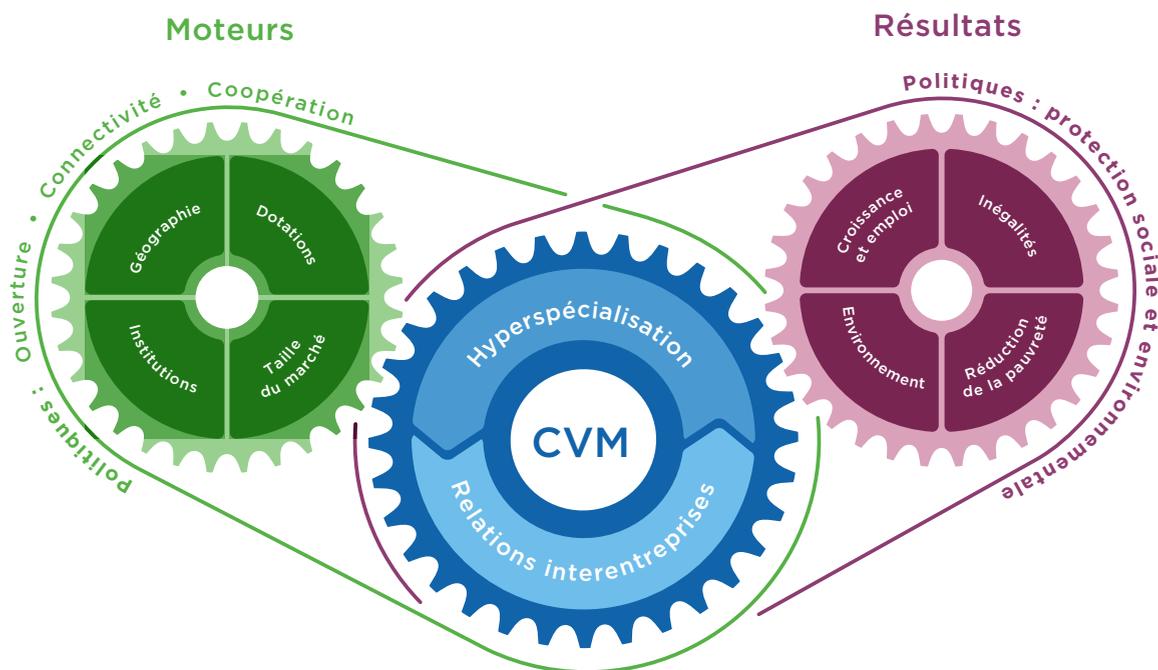
## Qu'est-ce qu'une chaîne de valeur mondiale (CVM)?

Une chaîne de valeur mondiale fractionne le processus de production entre plusieurs pays. Les entreprises se spécialisent et n'ont pas à produire l'intégralité d'un bien.

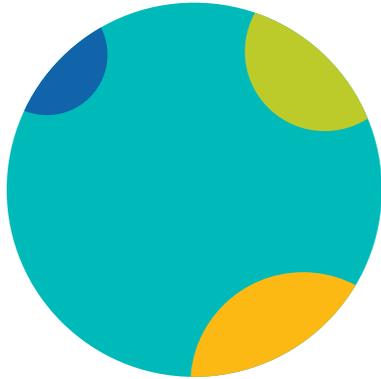


## Comment fonctionnent les CVM?

Les échanges entre entreprises impliquent généralement l'existence de relations durables. La participation des pays aux CVM est dictée par les fondamentaux économiques, mais les politiques publiques sont importantes pour accroître la participation et élargir les avantages.







## Abrégé

**Les CVM peuvent continuer de stimuler la croissance, de créer des emplois de meilleure qualité et de réduire la pauvreté, à condition que les pays en développement entreprennent des réformes plus profondes et que les pays industrialisés mettent en œuvre des politiques ouvertes et prévisibles.**

Le commerce international s'est rapidement développé après 1990 grâce à l'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM). Cette expansion a permis une convergence sans précédent : les pays pauvres ont accéléré leur croissance et commencé à rattraper les pays riches, et la pauvreté a fortement reculé.

Ces gains reposent sur la fragmentation de la production entre les différents pays et l'intensification des relations entre les entreprises. Les pièces et les composants ont commencé à sillonner le monde alors que les entreprises cherchaient à faire des économies là où elles le pouvaient. La productivité et les revenus ont augmenté dans des pays comme le Bangladesh, la Chine et le Viet Nam, qui sont devenus partie intégrante des CVM. Et c'est précisément dans ces pays que la pauvreté a le plus baissé.

Cependant, il n'est plus si évident aujourd'hui que le commerce reste un moteur de prospérité. Depuis la crise financière mondiale de 2008, la croissance du commerce est atone et l'expansion des CVM a ralenti. La dernière décennie n'a pas connu d'événements transformateurs comparables à ceux des années 90 — l'intégration de la Chine et de l'Europe de l'Est dans l'économie mondiale et la conclusion d'accords commerciaux de grande envergure tels que le Cycle d'Uruguay et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

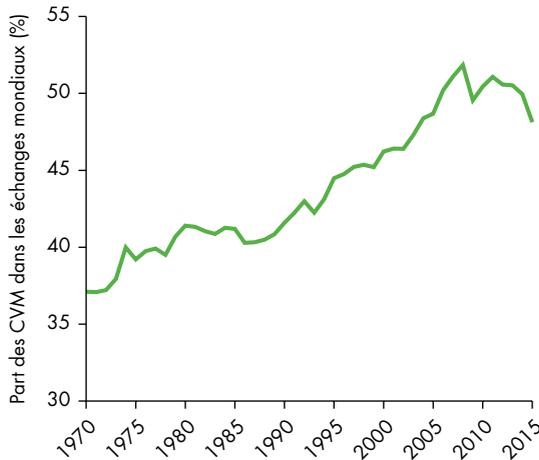
Parallèlement, deux menaces potentiellement sérieuses pour le modèle de croissance induite par le commerce et à forte intensité de main-d'œuvre sont apparues. Premièrement, l'arrivée de technologies économes en main-d'œuvre telles que l'automatisation et l'impression 3D pourrait rapprocher la production du consommateur et réduire la demande

de main-d'œuvre à l'intérieur des pays comme à l'étranger. Deuxièmement, les conflits commerciaux entre grands pays pourraient entraîner une contraction ou une segmentation des CVM.

Qu'en est-il des répercussions pour les pays en développement qui cherchent à établir des liens avec les CVM, à acquérir de nouvelles technologies et à poursuivre leur croissance ? Les CVM offrent-elles toujours une voie de développement ? Telles sont les principales questions examinées dans le présent Rapport, qui évalue la contribution des CVM à la croissance, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté, mais aussi aux inégalités et à la dégradation de l'environnement. Le Rapport explique aussi comment les politiques nationales peuvent relancer la croissance du commerce et faire en sorte que les CVM participent au développement durable plutôt que de s'y opposer. Enfin, il identifie les insuffisances du système commercial international qui ont semé des dissensions entre des pays, et propose une feuille de route pour les résoudre grâce au renforcement de la coopération internationale.

Le Rapport conclut que les CVM peuvent continuer de stimuler la croissance, de créer des emplois de meilleure qualité et de réduire la pauvreté, à condition que les pays en développement entreprennent des réformes plus profondes et que les pays industrialisés mettent en œuvre des politiques ouvertes et prévisibles. L'évolution technologique, représente probablement plus une aubaine qu'une malédiction pour le commerce et les CVM. Les avantages de la participation aux CVM peuvent être largement partagés et s'inscrire dans la durée si tous les pays améliorent la protection sociale et environnementale.

**Figure O.1** Les échanges liés aux CVM ont connu une croissance rapide dans les années 90, mais stagnent depuis la crise financière mondiale de 2008



Sources : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2020, à partir de données issues de la base Eora26 (<https://worldmrio.com/>) ; et Johnson et Noguera (2017).

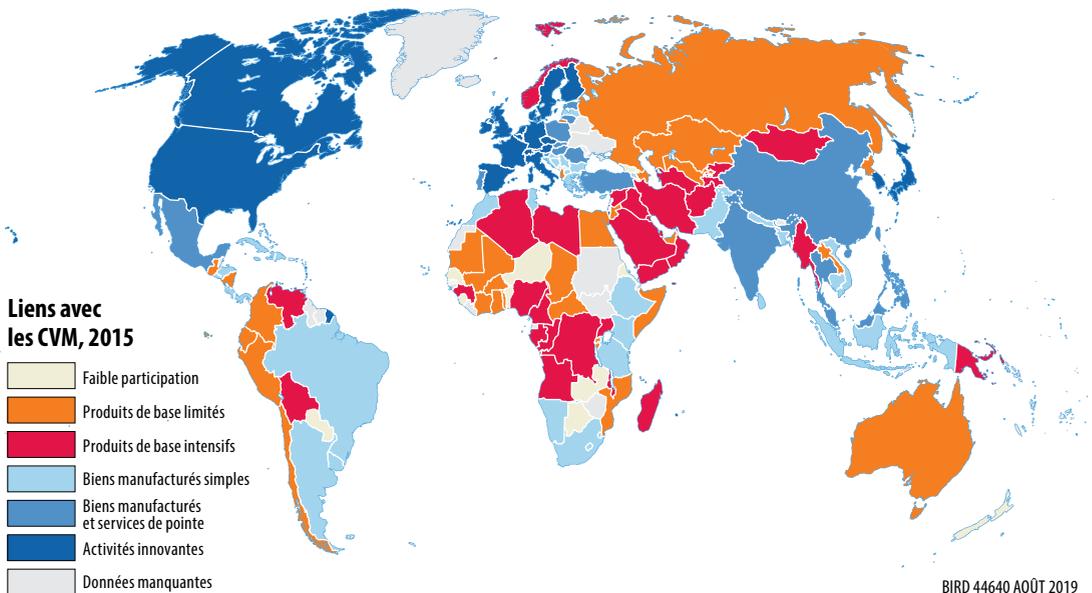
Note : Voir la figure 1.2 du Rapport principal pour plus de détails.

## L'expansion des CVM pourrait ralentir, à moins de restaurer une certaine prévisibilité des politiques publiques

Les CVM existent depuis des siècles. Mais elles ont connu une croissance rapide entre 1990 et 2007, lorsque les progrès technologiques — dans les transports, l'information et les communications — et la réduction des obstacles au commerce ont incité les fabricants à étendre leurs processus de production au-delà des frontières nationales (figure O.1). La croissance des CVM s'est concentrée dans les secteurs des machines, de l'électronique et des transports, ainsi que dans les régions spécialisées dans ces secteurs : Amérique du Nord, Asie de l'Est et Europe occidentale. La plupart des pays de ces régions participent à des CVM complexes, produisant des biens manufacturés et services de pointe, et mènent des activités innovantes (carte O.1). En revanche, de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie centrale continuent de proposer des produits intermédiaires qui sont transformés dans d'autres pays.

La croissance du commerce et des CVM a toutefois ralenti depuis quelques années (figure O.1). Ce ralentissement est en partie dû au recul de la croissance économique en général, et plus particulièrement de l'investissement. Le ralentissement des réformes commerciales, et parfois même leur démantèlement, en est une raison supplémentaire. De plus, la fragmentation de la production dans les régions et les secteurs les plus dynamiques est parvenue à maturité. La Chine produit

**Carte O.1** Tous les pays participent aux CVM – mais pas de la même manière



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2020, sur la base de la taxonomie des CVM pour 2015 (voir encadré 1.3 du Rapport principal).

Note : La nature des liens d'un pays avec les CVM dépend de : 1) l'étendue de sa participation aux CVM ; 2) sa spécialisation sectorielle, et 3) son degré d'innovation. Des détails sont fournis dans la figure 1.6 du Rapport principal.

d'avantage sur son territoire<sup>1</sup>. Aux États-Unis, l'essor du secteur du schiste bitumineux a réduit d'un quart les importations de pétrole entre 2010 et 2015 et a quelque peu découragé l'externalisation de la production manufacturière<sup>2</sup>.

La récente montée du protectionnisme pourrait également peser sur l'évolution des CVM. Le protectionnisme pourrait induire le rapatriement ou la relocalisation des CVM existantes et l'expansion des CVM pourrait être mise en suspens à cause de l'incertitude qui continue de peser sur les politiques publiques. En effet, les entreprises ont tout intérêt à reporter leurs plans d'investissement tant que la prévisibilité des conditions du marché n'est pas rétablie.

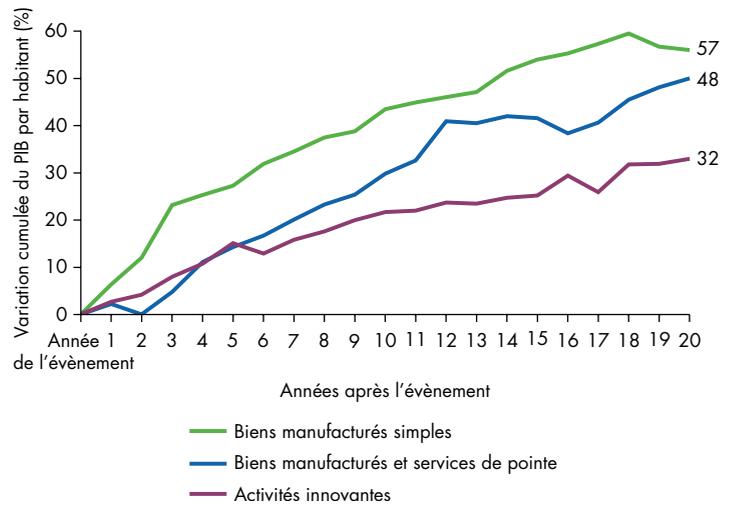
## Les CVM augmentent les revenus, créent des emplois de meilleure qualité et réduisent la pauvreté

L'hyperspécialisation améliore l'efficacité, et les relations interentreprise durables favorisent la diffusion des technologies ainsi que l'accès au capital et aux intrants le long des chaînes de valeur. En Éthiopie, par exemple, les entreprises participant aux CVM sont plus de deux fois plus productives que celles qui se limitent au commerce traditionnel. Les entreprises d'autres pays en développement enregistrent également des gains de productivité importants grâce à leur participation aux CVM. On estime qu'une augmentation de 1 % de cette participation accroît le revenu par habitant de plus de 1 %, ce qui est nettement plus élevé que les 0,2 % de gain induit par le commerce traditionnel. La croissance est généralement la plus forte lorsque les pays passent de l'exportation de produits de base à l'exportation de produits manufacturés simples (des vêtements, par exemple) à partir d'intrants importés (des textiles notamment) (figure O.2), à l'instar du Bangladesh, du Cambodge et du Viet Nam.

Ces forts taux de croissance ne peuvent toutefois être maintenus sans progresser vers des formes de participation de plus en plus sophistiquées. Mais les transitions entre chaque niveau de sophistication des exportations — des biens manufacturés simples aux biens manufacturés et services de pointe, puis aux activités innovantes (conformément à la taxonomie des CVM utilisée dans le Rapport et décrite en détail dans l'encadré 1.3 du Rapport principal) — s'accompagnent d'exigences accrues en matière de compétences, de connectivité et d'institutions de réglementation.

Les CVM améliorent également la qualité des emplois, mais leur relation avec le niveau de l'emploi est complexe. Les entreprises des CVM sont généralement plus productives et plus fortement capitalisées que les autres (en particulier les entreprises non commerciales), ce qui leur permet donc de mobiliser moins de main-d'œuvre dans leur processus de fabrication. En revanche, l'amélioration de la productivité accroît la production des entreprises et donc la création d'emplois<sup>3</sup>. Il s'ensuit que les CVM s'accompagnent d'une

**Figure O.2 Le PIB par habitant augmente le plus lorsque les pays décident d'exécuter des tâches manufacturières limitées dans le cadre des CVM**



Sources : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2020, à partir des données d'Eora (<https://worldmrio.com/>) et de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (<https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>).

Note : L'analyse quantifie la variation cumulée du PIB réel par habitant au cours des 20 années suite au passage d'un niveau inférieur à un niveau supérieur de participation aux CVM. La méthodologie est décrite dans l'encadré 3.3 du Rapport principal.

transformation structurelle dans les pays en développement, entraînée par un transfert de main d'œuvre depuis les activités moins productives au profit d'activités plus productives dans les industries manufacturières et les services. Les entreprises des CVM ont une autre caractéristique remarquable : elles emploient généralement plus de femmes que les autres, ceci étant vérifié dans un grand nombre de pays<sup>4</sup>. Elles contribuent donc aux nombreux avantages en matière de développement qui sont associés à l'augmentation de l'emploi des femmes.

La participation aux CVM s'accompagne d'une réduction de la pauvreté, car elles augmentent les revenus et stimulent l'emploi<sup>5</sup>. D'une manière générale, le commerce réduit la pauvreté principalement grâce à la croissance. Cependant, les CVM réduisent davantage la pauvreté que le commerce traditionnel, parce qu'elles augmentent plus la croissance économique que le commerce de produits finals. Au Mexique et au Viet Nam, par exemple, les régions qui ont participé plus activement aux CVM ont également connu un recul plus marqué de la pauvreté.

## Les gains associés aux CVM ne sont pas également répartis et les CVM peuvent nuire à l'environnement

Les gains liés à la participation aux CVM ne sont pas également répartis entre les pays et au sein de ceux-ci. Les grandes

entreprises qui externalisent la production de pièces et de certaines tâches à des pays en développement ont vu leurs marges bénéficiaires et leurs profits augmenter, ce qui semble indiquer qu'une part croissante des réductions de coûts liées à la participation aux CVM ne bénéficie pas aux consommateurs<sup>6</sup>. Parallèlement, les marges bénéficiaires des producteurs des pays en développement diminuent. Ce contraste est évident, par exemple, au niveau des marges des entreprises de confection aux États-Unis et en Inde, respectivement.

À l'intérieur des pays, l'exposition au commerce avec les pays à faible revenu et les changements technologiques contribuent à la réaffectation de la valeur ajoutée du travail vers le capital. Les inégalités peuvent également se creuser sur le marché du travail, où la rémunération du travail qualifié augmente tandis que celle du travail non qualifié stagne<sup>7</sup>. Les femmes rencontrent aussi des difficultés : même si les CVM peuvent leur offrir plus d'emplois, elles semblent être confrontées à des plafonds de verre encore plus bas. Les femmes se retrouvent généralement dans les segments à faible valeur ajoutée et il est souvent difficile de trouver des femmes propriétaires ou cheffes d'entreprises<sup>8</sup>.

Les CVM peuvent aussi avoir des effets néfastes sur l'environnement. Les principaux coûts pour l'environnement des CVM sont liés à la croissance des échanges de biens intermédiaires, et à l'accroissement des distances parcourues, par rapport au commerce traditionnel. Leurs effets comprennent l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) associées aux transports (comparativement au commerce traditionnel) et un excès de déchets (en particulier dans l'électronique et

les plastiques) lié à l'emballage des marchandises. La croissance induite par les CVM peut également exercer une forte pression sur les ressources naturelles, surtout si elle s'accompagne de subventions à la production ou à l'énergie, qui encourage la surproduction. Sur une note plus positive, les études empiriques ne confirment pas la crainte d'une relocalisation des stades de production les plus polluants dans les pays où les normes environnementales sont les plus laxistes.

## Les nouvelles technologies favorisent globalement le commerce et les CVM

L'émergence de nouveaux produits, de nouvelles technologies de production comme l'automatisation et l'impression 3D, et de nouvelles technologies de distribution comme les plateformes numériques génère à la fois des opportunités et des risques. Mais les données disponibles à ce jour suggèrent un accroissement net des échanges et des CVM via les nouvelles technologies.

L'innovation entraîne des échanges de nouveaux biens et services qui contribuent à une croissance plus rapide du commerce international. En 2017, 65 % des échanges se classaient dans des catégories qui n'existaient pas en 1992.

Étonnamment, l'apparition de nouvelles technologies de production est aussi susceptible de stimuler la croissance. L'automatisation encourage les pays à utiliser des méthodes nécessitant moins de main-d'œuvre et réduit la demande de produits provenant des pays en développement qui en utilisent le plus. Toutefois, cette relocalisation n'est pas mise en évidence par les données<sup>9</sup> et les travaux sur l'automatisation<sup>10</sup> et l'impression 3D<sup>11</sup> portent à croire que ces technologies ont contribué à l'augmentation de la productivité et des volumes de production. Elles ont ainsi accru la demande d'importations d'intrants en provenance des pays en développement (figure O.3).

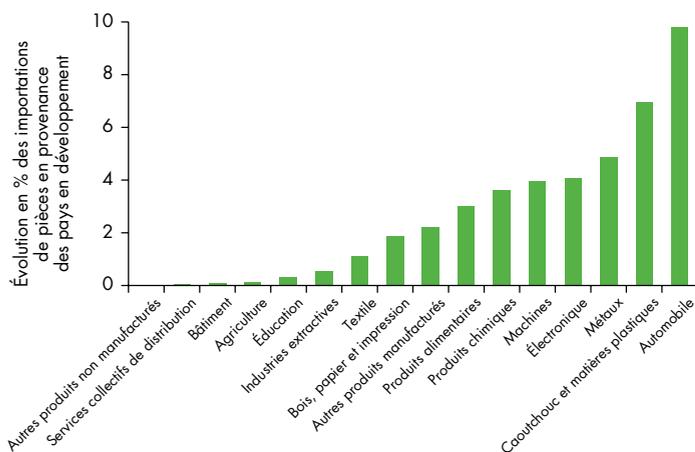
De même, les sociétés de plateforme numérique réduisent le coût du commerce et permettent aux petites entreprises de s'affranchir de leurs marchés locaux et de vendre leurs biens et services à travers le monde. Mais il semble que l'emprise croissante de ces sociétés de plateforme sur les marchés affecte la répartition des avantages du commerce mondial<sup>12</sup>.

## Les politiques nationales peuvent renforcer la participation aux CVM

En principe, le fractionnement de produits complexes comme les voitures et les ordinateurs permet aux pays de se spécialiser dans l'élaboration de pièces et tâches plus simples et ainsi faciliter la participation au commerce international des pays dont le stade de développement est moins avancé. Mais la capacité d'un pays à participer aux CVM n'est nullement garantie.

La participation aux CVM est déterminée par les dotations

**Figure O.3 L'automatisation dans les pays industrialisés stimule les importations en provenance des pays en développement**

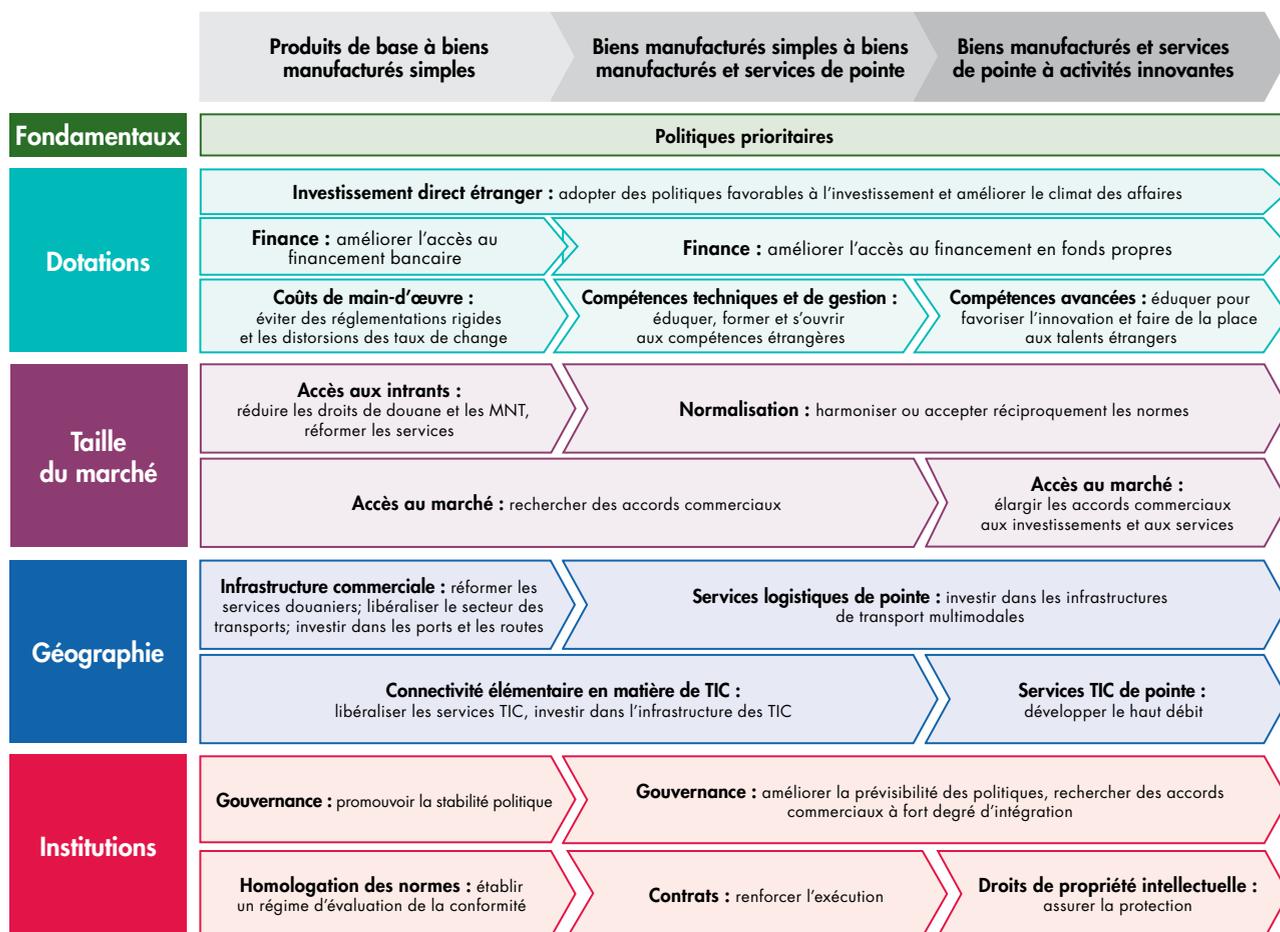


Augmentation des importations induite par l'automatisation

Source : Artuc, Bastos, and Rijkers 2018.

Note : La figure décrit l'augmentation, induite par l'automatisation, des importations par les pays industrialisés de matériaux en provenance des pays en développement par grand secteur au cours de la période 1995-2015. L'évolution des importations de pièces est mesurée en points logarithmiques ; une augmentation de 0,10 point logarithmique équivaut approximativement à une augmentation de 10 % des importations.

**Figure O.4** Transition vers des CVM plus sophistiquées : quelques exemples de politiques nationales



Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2020.

Note : TIC = technologies de l'information et de la communication ; MNT = mesures non tarifaires.

en facteurs de production, la taille du marché, la géographie et les institutions. Cependant, ces paramètres fondamentaux ne sont pas les seuls facteurs déterminants ; les politiques jouent également un rôle important. Les politiques visant à attirer l'investissement direct étranger (IDE) peuvent pallier l'insuffisance des capitaux, des technologies et des compétences en gestion<sup>13</sup>. La libéralisation du commerce intérieur associée à la négociation de la libéralisation du commerce extérieur permet de surmonter les obstacles liés à un petit marché domestique, en affranchissant les entreprises et les exploitations agricoles d'une demande intérieure et d'intrants locaux limités. L'amélioration des infrastructures de transport et de communication et l'ouverture à la concurrence de ces services peuvent remédier aux problèmes liés à l'isolement géographique<sup>14</sup>. Et la participation à des accords à haut degré d'intégration peut stimuler la réforme des institutions et de l'action publique, surtout lorsqu'elle est assortie d'une assistance technique et financière<sup>15</sup>.

Le Rapport identifie les politiques qui favorisent l'intégration

dans des CVM plus avancées (figure O.4) en se basant sur une analyse des facteurs influençant différents types de participation aux CVM. Il convient de signaler que les politiques nationales peuvent et doivent être adaptées à la situation des pays et aux formes spécifiques de participation aux CVM.

Il est important d'attirer l'IDE à toutes les étapes de la participation. Ceci exige ouverture, protection des investisseurs, stabilité, climat des affaires favorable et, dans certains cas, promotion de l'investissement. Certains pays, comme ceux d'Asie du Sud-Est qui ont bénéficié d'investissements étrangers dans la production de biens, continuent de restreindre les investissements étrangers dans les services. D'autres essaient d'attirer des investissements par le biais d'exonérations fiscales et de subventions, mais ils risquent de s'aliéner leurs partenaires commerciaux, et les avantages nets de cette approche ne sont pas nécessairement positifs. Néanmoins, des pays comme le Costa Rica, la Malaisie et le Maroc ont incité de grandes multinationales à réaliser

des investissements transformateurs dans les CVM grâce à d'efficaces stratégies de promotion de l'investissement.

Les taux de change surévalués et les réglementations du travail restrictives augmentent le coût du travail et empêchent ainsi les pays dont la main-d'œuvre est abondante d'en tirer parti. Au Bangladesh par exemple, le coût de la main-d'œuvre manufacturière correspond au revenu par habitant, alors que dans de nombreux pays africains, le coût du travail est plus de deux fois plus élevé.

En tirant parti de la libéralisation du commerce pour se connecter aux marchés, les pays peuvent accroître la taille de leurs marchés et accéder aux intrants nécessaires à la production. On observe ainsi une corrélation entre les importantes réductions tarifaires appliquées unilatéralement par le Pérou dans les années 2000 et la croissance accélérée de sa productivité ainsi que l'expansion et la diversification de ses exportations destinées aux CVM<sup>16</sup>. Les accords commerciaux facilitent l'accès aux marchés et ont fortement contribué à la participation aux CVM dans un grand nombre de pays, dont le Bangladesh, le Honduras, le Lesotho, Madagascar, Maurice et la République dominicaine. D'autre part, les économies de biens et de services étant de plus en plus étroitement liées, la réforme des politiques relatives aux services — concernant les télécommunications, les finances, les transports et divers services aux entreprises — devrait faire partie de toute stratégie visant à promouvoir les activités des CVM.

Pour de nombreux biens échangés dans les CVM, un jour de retard équivaut à l'imposition d'un tarif douanier supérieur à 1 %. L'amélioration des procédures douanières et frontalières, la promotion de la concurrence dans les services de transport et de logistique et l'amélioration de l'infrastructure et de la gouvernance portuaires peuvent réduire les coûts associés au facteur temps et aux incertitudes, et atténuer ainsi les inconvénients de l'éloignement.

Les CVM étant stimulées par la facilité de formation de réseaux d'entreprises, il convient également de prêter attention à la mise en œuvre des contrats afin de garantir la stabilité et la prévisibilité des dispositions juridiques au sein de ces réseaux. La protection des droits de propriété intellectuelle est particulièrement importante pour les chaînes de valeur plus innovantes et complexes. Le renforcement des capacités nationales de certification et de contrôle visant à assurer le respect des normes internationales peut également faciliter la participation aux CVM.

Si bon nombre d'approches traditionnelles de la politique industrielle — dont les incitations fiscales, les subventions et les exigences relatives au contenu local — peuvent avoir un effet de distorsion sur les structures de production dans le contexte actuel des CVM, d'autres politiques volontaristes offrent des perspectives plus intéressantes, particulièrement lorsqu'elles visent à remédier aux dysfonctionnements du marché :

- Pour renforcer les capacités nationales d'appui à

l'amélioration des chaînes de valeur, les pays devraient investir dans le capital humain<sup>17</sup>. En Malaisie, le Penang Skills Development Centre est un exemple de centre de formation géré par l'industrie qui a fortement contribué à la modernisation du pays en vue de son intégration dans les CVM de l'électronique et de l'ingénierie.

- Des politiques ciblées visant à lever les obstacles aux CVM peuvent être efficaces. Au Bangladesh par exemple, la mise en service d'entrepôts en douane, associée à la délivrance de lettres de crédit adossées (assurant l'accès au fonds de roulement), a catalysé l'intégration du pays dans les CVM de la confection.
- Les pays peuvent établir des liens entre les petites et moyennes entreprises (PME) nationales et les entreprises-chefs de file des CVM — en appuyant la formation et le renforcement des capacités et en fournissant aux entreprises-chefs de file des informations sur les possibilités d'approvisionnement. Des programmes de ce type ont été menés avec succès au Chili et en Guinée dans le secteur minier, au Kenya et au Mozambique dans l'agriculture, et en République tchèque dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile.
- Pour les pays participants aux chaînes de valeur agricoles, les politiques de soutien à l'intégration des petits exploitants revêtent une importance particulière. En Afrique, l'agriculture représente 55 % des emplois et plus de 70 % des revenus des pauvres. Les petits exploitants ne pourront bénéficier des chaînes de valeur agricoles que s'ils reçoivent un soutien supplémentaire, par exemple grâce à des services de vulgarisation agricole, à l'accès aux instruments de gestion des risques (tels que l'assurance) et à des activités de coordination visant à exploiter les économies d'échelle par le biais d'organisations de producteurs.

L'amélioration du climat des affaires et de l'investissement pour les CVM à l'échelle nationale peut être coûteuse et prendre du temps, ce qui incite de nombreux pays à établir des zones économiques spéciales (ZES) pour créer des îlots d'excellence. Mais les résultats obtenus à ce jour portent à croire que relativement peu de ZES sont efficaces, et qu'elles ne le sont que lorsqu'elles remédient à des défaillances spécifiques du marché et des politiques. Pour que les conditions soient réunies, même dans une zone géographique restreinte, il faut une planification et une mise en œuvre minutieuses pour garantir l'abondance des ressources nécessaires — telles que la main-d'œuvre, la terre, l'eau, l'électricité et les télécommunications — la minimisation des obstacles réglementaires et la transparence de la connectivité. Les quelques programmes couronnés de succès dans des pays comme la Chine, le Panama, les Émirats arabes unis et récemment l'Éthiopie, mais aussi les nombreux exemples de ZES qui n'ont pas réussi à attirer les investisseurs ou à se développer, offrent des enseignements importants relatifs aux conditions d'exploitation des ZES pour le développement.

## D'autres politiques peuvent aider à garantir le partage et la pérennité des avantages des CVM

Au-delà des politiques visant à faciliter la participation aux CVM, des politiques complémentaires sont nécessaires pour en partager les avantages et en atténuer les coûts. Celles-ci comprennent des politiques du marché du travail visant à aider les travailleurs susceptibles d'être touchés par des changements structurels, des mécanismes visant à garantir le respect de la réglementation du travail, et des mesures de protection environnementale.

Certains travailleurs bénéficieront de l'expansion des CVM, mais d'autres pourraient en pâtir en fonction de leur situation géographique, secteur et qualification. L'aide à la reconversion, qui est particulièrement importante dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, permettra aux travailleurs de s'adapter à l'évolution des modes de production et de distribution liée aux CVM. Les politiques de reconversion peuvent notamment faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et donner aux travailleurs les moyens de trouver un nouvel emploi<sup>18</sup>. Le chômage lié aux changements structurels étant généralement de longue durée, l'assurance-salaire peut aider à maintenir des travailleurs en activité dans des emplois moins bien rémunérés, de sorte qu'ils ne perdent pas totalement leur revenu, ce qui est plus avantageux sur le long terme. Par exemple, le modèle de «flexicurité», qui a fait ses preuves au Danemark, donne aux employeurs la liberté d'embaucher et de congédier des travailleurs avec peu de restrictions, mais aide les travailleurs en leur versant de généreuses allocations de chômage et grâce à des politiques actives de promotion de l'emploi.

La réglementation du travail, lorsqu'elle est bien conçue et appliquée, peut aider à assurer la sécurité et la santé des travailleurs. Les entreprises privées peuvent y contribuer, en particulier lorsque leurs clients sont sensibles aux conditions de travail en vigueur dans leurs opérations internationales. La politique nationale et la coopération internationale peuvent également jouer un rôle important dans la mise en place et le suivi de normes du travail appropriées. Au Viet Nam, les conditions de travail se sont améliorées lorsque les entreprises participèrent au programme «Better Work» de l'Organisation internationale du travail et de la Société financière internationale (OIT-IFC), alors que les pouvoirs publics prirent des mesures complémentaires pour communiquer les noms des entreprises qui ne respectaient pas les principales normes du travail<sup>19</sup>.

La tarification de la dégradation de l'environnement peut éviter que les CVM n'accroissent la mauvaise affectation des ressources<sup>20</sup>. Les prix des biens devraient refléter leurs coûts économiques et socio-environnementaux. Une tarification appropriée des dommages environnementaux encouragerait également l'innovation dans la création de biens et processus

de production écologiques. Réduire les distorsions, telles que celles créées par les subventions à l'énergie et à la production, et instaurer la taxation du carbone permettraient d'améliorer l'affectation des ressources et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub><sup>21</sup>. En outre, les réglementations environnementales, en particulier celles visant certains secteurs et polluants, pourraient réduire les dommages occasionnés par la production et le transport liés aux CVM.

## La coopération internationale favorise la participation bénéfique aux CVM

Le système commercial international est particulièrement précieux pour les CVM. Celles-ci transcendent les frontières et l'action ou l'inaction des pouvoirs publics d'un pays peut avoir des répercussions sur les producteurs et les consommateurs d'autres pays. La coopération internationale peut donc contribuer à atténuer ces répercussions des politiques nationales et à obtenir de meilleurs résultats en matière de développement. Le coût du protectionnisme étant amplifié lorsque les biens et les services traversent les frontières plusieurs fois, les avantages d'une réduction coordonnée des obstacles au commerce sont encore plus importants pour les CVM que pour le commerce traditionnel. Compte tenu du lien indissociable entre l'investissement étranger et les CVM, l'existence d'un climat d'investissement ouvert et sans risque est essentielle à la participation aux CVM, en particulier pour les pays où les capitaux sont rares.

Les pays en développement ont énormément bénéficié du système de commerce réglementé, particulièrement de ses garanties contre la discrimination commerciale, de ses incitations à la réforme, de l'accès aux marchés du monde entier et de ses recours en cas de différends, même contre les poids lourds du commerce. Mais le système commercial international est soumis à d'énormes pressions aujourd'hui. Trois décennies de rattrapage économique induit par le commerce dans les pays en développement ont modifié l'équilibre économique entre les pays et accru les inégalités de revenus au sein de ceux-ci. La symétrie croissante de la taille économique des pays met en relief l'asymétrie persistante de leurs niveaux de protection. Parallèlement, le système commercial, qui avait jusqu'alors su s'adapter au changement, s'est affaibli ces dernières années, notamment en raison de l'échec des négociations de Doha. Des initiatives régionales telles que l'Union européenne et l'ALENA ont également souffert des désaccords entre leurs pays membres.

Le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine ouvre la voie au protectionnisme et à l'incertitude politique, et commence à perturber les CVM. Si ce conflit s'aggrave et provoque l'effondrement de la confiance des investisseurs, les effets sur la croissance et la pauvreté mondiales pourraient

être importants — plus de 30 millions de personnes pourraient tomber dans la pauvreté (revenus inférieurs à 5,50 dollars par jour) et le revenu mondial pourrait chuter non moins de 1,4 billion de dollars. Cela dit, même dans une situation de status quo, les pratiques commerciales à l'origine du conflit sont susceptibles d'avoir des répercussions négatives.

Pour maintenir une ouverture commerciale bénéfique, il est essentiel d'adopter une double approche. La première devrait reposer sur l'intensification de la coopération commerciale pour s'attaquer aux derniers obstacles au commerce des biens et des services, ainsi qu'à d'autres mesures qui faussent les échanges, comme les subventions et les activités des entreprises publiques. La deuxième devrait porter sur l'élargissement de la coopération au-delà de la politique commerciale, pour inclure la fiscalité, la réglementation et l'infrastructure.

### **Approfondir la coopération traditionnelle**

Pour ce qui est de l'avenir, la plus grande priorité devrait être d'approfondir les règles et engagements commerciaux traditionnels. Jusqu'à présent, la coopération internationale a entraîné une ouverture inégale en matière de biens et de services. La libéralisation du commerce n'a que trop tardé dans l'agriculture et les services, et certains biens industriels restent limités sur certains marchés ainsi que par des mesures non tarifaires. Les préférences commerciales ont réduit certains tarifs douaniers imposés essentiellement aux pays les plus pauvres, mais pas ceux que ces pays prélèvent sur leurs importations. Si le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement a parfois tenu compte de la lenteur des réformes, il a fondamentalement freiné la participation aux CVM et l'intégration dans l'économie mondiale.

De plus, la hausse des droits de douane dans certains des plus grands marchés du monde — pour protéger la production à plus forte valeur ajoutée — entrave les activités de transformation dans l'agro-industrie et d'autres secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme la confection et la maroquinerie dans les pays en développement. Les règles d'origine restrictives des accords préférentiels limitent les possibilités d'approvisionnement à l'étranger. Les subventions et les entreprises publiques faussent la concurrence, et les règles existantes ne garantissent pas la neutralité concurrentielle. Dans le secteur des services, les négociations internationales n'ont guère facilité la libéralisation au-delà de celle menée unilatéralement. D'importants services pertinents pour les CVM, tels que le transport aérien et maritime (qui a le plus besoin d'une libéralisation coordonnée), ont été exclus des négociations en raison du poids de puissants groupes d'intérêts.

Les négociations commerciales traditionnelles peuvent apporter des résultats plus significatifs si les principaux négociants des pays en développement s'y engagent en tant que partenaires égaux, voire en tant que leaders, au lieu de rechercher un traitement spécial et différencié ; si les grands pays industrialisés continuent de soutenir un système de

commerce réglementé au lieu de recourir à une protection unilatérale; et si tous les pays définissent ensemble un programme de négociations qui reflète à la fois les priorités du développement et du commerce.

### **Élargir la coopération en matière fiscale, renforcer la concurrence et accroître les flux de données**

L'imposition du capital est de plus en plus difficile à l'ère de la mondialisation des entreprises, de la fragmentation de la production, et de la croissance d'actifs intangibles tels que la propriété intellectuelle. La coopération devrait assurer un accès équitable aux recettes fiscales — dont les pays riches ont besoin pour aider les travailleurs industriels dont l'emploi a été supprimé, et les pays pauvres pour construire des infrastructures. Une approche conjointe visant à recourir davantage à l'imposition basée sur la destination des échanges pourrait à la fois décourager les entreprises de transférer leurs bénéfices et les pays de rivaliser en matière fiscale, tout en tenant compte des conséquences sur les recettes fiscales des petits pays en développement. Parallèlement, d'autres mesures de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et les transferts de revenus pourraient atténuer les difficultés associées à la mobilisation des ressources intérieures.

Les flux de données et l'expansion internationale des entreprises numériques, qui jouent un rôle important dans les CVM, suscitent une inquiétude croissante auprès des consommateurs. Les risques vont des atteintes à la vie privée, dans le cas des services fondés sur l'utilisation des données, aux pratiques anticoncurrentielles dans le cas des services fondés sur les plateformes numériques. Au niveau national, les États ont recours à des lois sur la localisation des données pour limiter la mobilité transfrontalière de ces dernières et à des règles strictes sur le traitement des données. Le droit de la concurrence reste lui aussi explicitement nationaliste et la coopération dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux ou régionaux a été limitée. La solution pourrait être un nouveau type de compromis : des *engagements des entreprises exportatrices en matière de réglementation*, destinés à protéger les intérêts des consommateurs à l'étranger, en échange d'engagements des pays importateurs en matière d'accès au marché, comme dans certains accords récents sur la circulation des données.

Mais les pays en développement ne doivent pas être tenus à l'écart de tels dispositifs, car cela compromettrait la productivité de leur participation CVM. L'aide internationale peut leur permettre de prendre des engagements réglementés dans les domaines présentant un intérêt en matière d'exportation (comme les services fondés sur l'utilisation de données) et d'obtenir des engagements de leurs partenaires commerciaux lorsqu'ils ouvrent leurs marchés (comme pour l'application de

la politique de concurrence).

Enfin, les problèmes de coordination des projets d'infrastructure pèsent sur les investissements dans les CVM, ainsi que sur l'expansion et la modernisation de celles-ci, en particulier dans les pays les plus pauvres. À l'échelle mondiale, les pays sous-investissent dans les infrastructures commerciales parce qu'ils ne prennent pas en compte leurs avantages supplémentaires pour leurs partenaires commerciaux. Ceux qui partagent une frontière peuvent réaliser des gains plus importants lorsqu'ils prennent simultanément des mesures pour accélérer les échanges transfrontaliers. Par exemple, le Guatemala et le Honduras ont réduit de 10 heures à 15 minutes les délais d'attente à leur frontière lorsqu'ils ont formé une union douanière et accepté de reconnaître les mêmes documents électroniques. L'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce encourage les pays à coordonner l'amélioration de la facilitation du commerce et fournit aux pays à faible revenu une aide financière pour les aider à réaliser les investissements nécessaires. Une approche similaire pourrait permettre d'exploiter les synergies relatives à d'autres investissements dans les infrastructures de transport, d'énergie et de communication.

## Notes

1. Constantinescu, Mattoo, et Ruta (2018).
2. *Idem*
3. Au Viet Nam, les entreprises qui importent et exportent emploient plus de travailleurs que celles qui exportent seulement ou qui n'exportent pas, compte tenu des effets fixes sectoriels et provinciaux ainsi que des participations gouvernementales ou étrangères. Au Mexique, les entreprises qui ont des relations avec les acheteurs, et celles qui exportent et importent, emploient également plus de personnel que les entreprises exclusivement importatrices ou exportatrices. Cette constatation vaut même si l'on tient compte des caractéristiques régionales et sectorielles des entreprises ainsi que de toute participation étrangère. À l'échelle d'un pays, les entreprises qui importent et exportent emploient donc plus de travailleurs que les entreprises commerciales à sens unique ou les entreprises non commerciales.
4. Rocha et Winkler (2019).
5. L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance dépend de divers facteurs, dont son incidence (évolution des inégalités), la répartition initiale des terres, la richesse et les revenus, les niveaux d'instruction des pauvres, d'autres formes d'investissements publics antérieurs, ainsi que les institutions locales, y compris les syndicats (Ferreira, Leite, et Ravallion 2010; Ravallion et Datt 2002). Voir aussi Dollar et Kraay (2002) et Ferreira et Ravallion (2008).
6. Les marges bénéficiaires peuvent augmenter parce que les prix sont plus élevés, ou parce que les coûts sont plus bas, ou une combinaison des deux lorsque les marchés ne sont pas parfaitement concurrentiels, ce qui signifie que les entreprises peuvent influencer les prix. L'effet sur les marges des entreprises est différent selon que la réduction des coûts ou les gains découlant de la participation aux CVM sont entièrement transmis aux consommateurs par le biais de prix plus bas.
7. Feenstra et Hanson (1996, 1997); Verhoogen (2008).

8. Rocha et Winkler (2019).
9. Oldenski (2015) indique que la relocalisation n'est pas très répandue aux États-Unis.
10. Artuc, Bastos, et Rijkers (2018).
11. Freund, Mulabdic, et Ruta (2018).
12. Voir Chen et Wu (2018); Garicano et Kaplan (2001); Höppner et Westerhoff (2018).
13. La corrélation positive entre l'IDE et le capital, la technologie et les compétences en gestion repose uniquement sur la participation aux CVM dans le secteur manufacturier. Il n'y a pas de corrélation entre les flux d'IDE et l'intégration des secteurs nationaux de l'agriculture, des produits de base ou des services dans les CVM. Cette constatation pourrait laisser entrevoir un rôle plus favorable pour l'IDE axée sur l'efficacité ou les marchés, qui recherche des destinations concurrentielles à l'échelle internationale et des plateformes d'exportation potentielles. Buelens et Tirpák (2017) établissent une corrélation positive entre les stocks d'IDE bilatéraux et la participation bilatérale en amont aux CVM ainsi que la valeur brute des échanges bilatéraux.
14. APEC et World Bank (2018).
15. Selon Johnson et Noguera (2017), l'Union européenne et d'autres accords commerciaux préférentiels, en particulier les accords approfondis, jouent un rôle important dans la réduction du ratio de la valeur ajoutée bilatérale aux exportations brutes, signe de la fragmentation accrue de la production mondiale.
16. Pierola, Fernandes, et Farole (2018).
17. Les données de la base Eora (<https://worldmrio.com/>) montrent une relation en U entre le PIB par habitant des pays et l'intégration en aval dans les CVM.
18. Bown et Freund (2019).
19. Hollweg (2019).
20. Gollier et Tirole (2015); Nordhaus (2015).
21. Cramton et al. (2017); Farid et al. (2016); Weitzman (2017).

## Bibliographie

- APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) and World Bank. 2018. "Promoting Open and Competitive Markets in Road Freight and Logistics Services: The World Bank Group's Markets and Competition Policy Assessment Tool Applied in Peru, the Philippines, and Vietnam." Unpublished report, World Bank, Washington, DC.
- Artuc, Erhan, Paulo S. R. Bastos, and Bob Rijkers. 2018. "Robots, Tasks, and Trade." Policy Research Paper 8674, World Bank, Washington, DC.
- Bown, Chad P., and Caroline L. Freund. 2019. "Active Labor Market Policies: Lessons from Other Countries for the United States." PIIE Working Paper 19-2 (January), Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- Buelens, Christian, and Marcel Tirpák. 2017. "Reading the Footprints: How Foreign Investors Shape Countries' Participation in Global Value Chains." *Comparative Economic Studies* 59 (4): 561-84.
- Chen, Maggie Xiaoyang, and Min Wu. 2018. "The Value of Reputation in Trade: Evidence from Alibaba." Paper presented at Workshop on Trade and the Chinese Economy, King Center on Global Development, Stanford University, Stanford, CA, April 12-13.
- Constantinescu, Ileana Cristina Neagu, Aaditya Mattoo, and Michele Ruta. 2018. "The Global Trade Slowdown: Cyclical or Structural?" *World Bank Economic Review*. Published electronically May 23. <https://doi.org/10.1093/wber/lhx027>.
- Cramton, Peter, David J. MacKay, Axel Ockenfels, and Steven Stoff, eds. 2017. *Global Carbon Pricing: The Path to Climate Cooperation*.

- Cambridge, MA: MIT Press.
- Dollar, David, and Aart Kraay. 2002. "Growth Is Good for the Poor." *Journal of Economic Growth* 7 (3): 195–225.
- Farid, Mai, Michael Keen, Michael G. Papaioannou, Ian W.H. Parry, Catherine A. Pattillo, and Anna Ter-Martirosyan. 2016. "After Paris: Fiscal, Macroeconomic, and Financial Implications of Global Climate Change." IMF Staff Discussion Note 16/01 (January), International Monetary Fund, Washington, DC.
- Feenstra, Robert C., and Gordon H. Hanson. 1996. "Foreign Investment, Outsourcing, and Relative Wages." In *The Political Economy of Trade Policy: Papers in Honor of Jagdish Bhagwati*, edited by Robert C. Feenstra, Gene M. Grossman, and Douglas A. Irwin, 89–128. Cambridge, MA: MIT Press.
- \_\_\_\_\_. 1997. "Foreign Direct Investment and Relative Wages: Evidence from Mexico's Maquiladoras." *Journal of International Economics* 42 (3–4): 371–93.
- Ferreira, Francisco H. G., Philippe George Leite, and Martin Ravallion. 2010. "Poverty Reduction without Economic Growth? Explaining Brazil's Poverty Dynamics, 1985–2004." *Journal of Development Economics* 93 (1): 20–36.
- Ferreira, Francisco H. G., and Martin Ravallion. 2008. "Global Poverty and Inequality: A Review of the Evidence." Policy Research Working Paper 4623, World Bank, Washington, DC.
- Freund, Caroline L., Alen Mulabdic, and Michele Ruta. 2018. "Is 3D Printing a Threat to Global Trade? The Trade Effects You Didn't Hear About." Unpublished working paper, World Bank, Washington, DC.
- Garicano, Luis, and Steven N. Kaplan. 2001. "The Effects of Business-to-Business E-Commerce on Transaction Costs." *Journal of Industrial Economics* 49 (4): 463–85.
- Gollier, Christian, and Jean Tirole. 2015. "Negotiating Effective Institutions against Climate Change." *Economics of Energy and Environmental Policy* 4 (2): 5–27.
- Hollweg, Claire H. 2019. "Firm Compliance and Public Disclosure in Vietnam." Policy Research Working Paper, World Bank, Washington, DC.
- Höppner, Thomas, and Phillip Westerhoff. 2018. "The EU's Competition Investigation into Amazon Marketplace." *Kluwer Competition Law Blog*, November 30, Wolters Kluwer, Alphen aan den Rijn, The Netherlands. <http://competitionlawblog.kluwercompetitionlaw.com/2018/11/30/the-eus-competition-investigation-into-amazon-marketplace/>.
- ILO (International Labour Organization) and IFC (International Finance Corporation). 2016. "Progress and Potential: How Better Work Is Improving Garment Workers' Lives and Boosting Factory Competitiveness." International Labour Office, Geneva. [https://betterwork.org/dev/wp-content/uploads/2016/09/BW-Progress-and-Potential\\_Web-final.pdf](https://betterwork.org/dev/wp-content/uploads/2016/09/BW-Progress-and-Potential_Web-final.pdf).
- Johnson, Robert Christopher, and Guillermo Noguera. 2012. "Accounting for Intermediates: Production Sharing and Trade in Value Added." *Journal of International Economics* 86 (2): 224–36.
- \_\_\_\_\_. 2017. "A Portrait of Trade in Value-Added over Four Decades." *Review of Economics and Statistics* 99 (5): 896–911.
- Nordhaus, William. 2015. "Climate Clubs: Overcoming Free-Riding in International Climate Policy." *American Economic Review* 105 (4): 1339–70.
- Oldenski, Lindsay. 2015. "Reshoring by US Firms: What Do the Data Say?" PIIIE Policy Brief 15–14 (September), Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- Pierola, Martha Denisse, Ana Margarida Fernandes, and Thomas Farole. 2018. "The Role of Imports for Exporter Performance in Peru." *World Economy* 41 (2): 550–72.
- Ravallion, Martin, and Guarav Datt. 2002. "Why Has Economic Growth Been More Pro-Poor in Some States of India than Others?" *Journal of Development Economics* 68 (2): 381–400.
- Rocha, Nadia, and Deborah Winkler. 2019. «Trade and Female Labor Participation: Stylized Facts Using a Global Dataset.» Background paper, World Bank-World Trade Organization Trade and Gender Report, World Bank, Washington, DC.
- Verhoogen, Eric A. 2008. "Trade, Quality Upgrading, and Wage Inequality in the Mexican Manufacturing Sector." *Quarterly Journal of Economics* 123 (2): 489–530.
- Weitzman, Martin L. 2017. "How a Minimum Carbon-Price Commitment Might Help to Internalize the Global Warming Externality." In *Global Carbon Pricing: The Path to Climate Collaboration*, edited by Peter Cramton, David J. C. MacKay, Axel Ockenfels, and Steven Stoft, 125–48. Cambridge, MA: MIT Press.



#### *ECO-AUDIT*

### *Déclaration des avantages environnementaux*

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nous suivons les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écorcée, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



Le commerce international s'est rapidement développé après 1990 grâce à l'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM). Celles-ci représentent actuellement près de la moitié de l'ensemble des échanges. Cette expansion a permis une convergence économique sans précédent, les pays pauvres accélérant leur croissance et commençant ainsi à rattraper les pays riches.

Cependant, depuis la crise financière mondiale de 2008, la croissance du commerce est atone et l'expansion des CVM a ralenti. Parallèlement, deux menaces potentiellement sérieuses pour le modèle de croissance induite par le commerce sont apparues : premièrement, l'arrivée de nouvelles technologies pourrait rapprocher la production du consommateur et réduire la demande de main-d'œuvre ; deuxièmement, les conflits commerciaux entre grands pays pourraient entraîner une contraction ou une segmentation des CVM.

*Le Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur* cherche à déterminer si les CVM et le commerce international offrent toujours une voie de développement. Il conclut que l'évolution technologique représente à ce stade plus une aubaine qu'une malédiction. Les CVM peuvent continuer de stimuler la croissance, de créer des emplois de meilleure qualité et de réduire la pauvreté, à condition que les pays en développement entreprennent des réformes plus profondes pour promouvoir la participation aux CVM ; que les pays industrialisés mettent en œuvre des politiques ouvertes et prévisibles ; et que tous contribuent à donner une nouvelle impulsion à la coopération multilatérale.

